

ÉPREUVE COMPOSÉE

Amérique du Nord, 2023

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

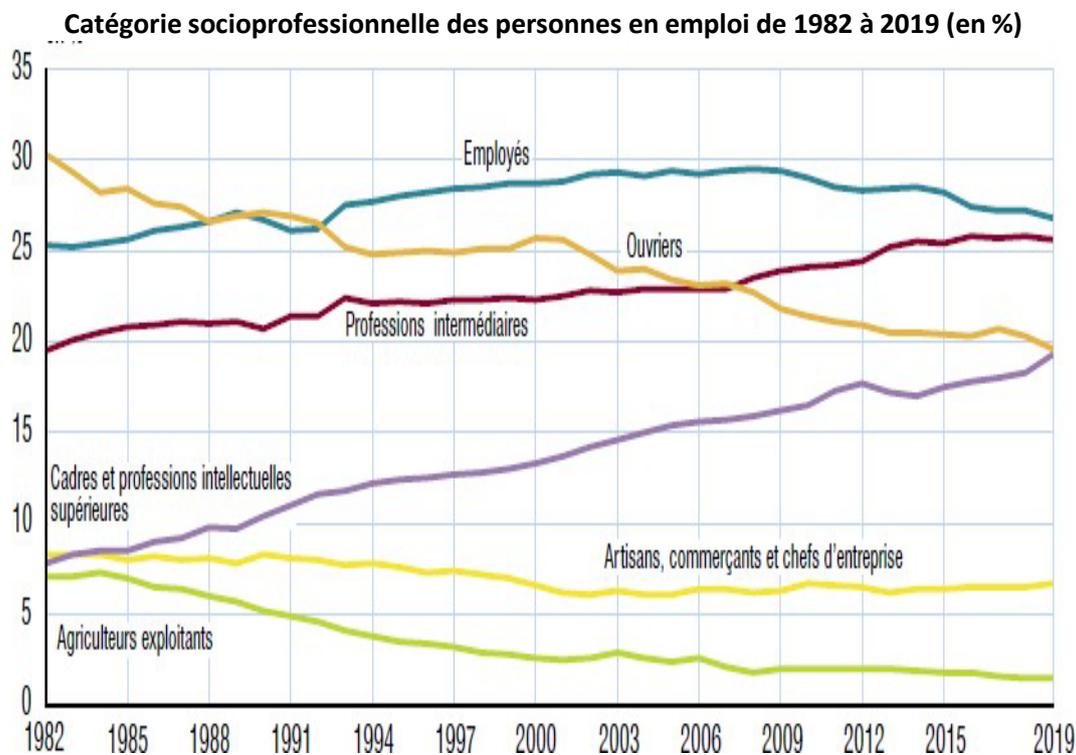
- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Vous présenterez le rôle des avantages comparatifs dans la spécialisation internationale.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi.

Source : INSEE, 2020.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 64-65)

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez l'évolution de la part des catégories socioprofessionnelles « Cadres et professions intellectuelles supérieures » à celle des « Ouvriers » parmi les personnes en emploi. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous présenterez deux facteurs d'évolution de la structure socioprofessionnelle depuis 1982. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le chômage structurel a plusieurs origines.

DOCUMENT 1

Top 10 des projets de recrutement par métier en 2022 et difficultés à recruter

| Métier | Projets de recrutement | Difficultés à recruter |
|--|------------------------|------------------------|
| Viticulteurs, arboriculteurs salariés | 129 700 | 45,8 % |
| Serveurs de cafés restaurants | 115 980 | 63,7 % |
| Agents d'entretien de locaux | 111 930 | 53,2 % |
| Aides et apprentis de cuisine, employés polyvalents de la restauration | 102 990 | 58,0 % |
| Agriculteurs salariés | 88 050 | 51,6 % |
| Aides-soignants | 87 040 | 74,4 % |
| Aides à domicile et aides ménagères | 84 700 | 84,8 % |
| Professionnels de l'animation socioculturelle | 81 530 | 51,8 % |
| Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires | 79 870 | 47,4 % |
| Employés de libre-service | 69 060 | 42,9 % |

Source : *Enquête Besoins en Main-d'œuvre*, Pôle emploi, 2022.

Lecture : En 2022, parmi les 129 700 projets de recrutement de viticulteurs, d'arboriculteurs salariés, 45,80 % d'entre eux sont exposés à des difficultés de recrutement.

DOCUMENT 2

Lorsqu'un employeur à la recherche de personnes aptes à occuper un poste donné reçoit plusieurs candidatures, un problème se pose à lui : lequel, parmi tous les candidats, est le salarié le plus productif ? Il n'est en effet pas toujours évident de distinguer la productivité des candidats et il se peut que l'employeur embauche finalement le moins productif des candidats qui se présentent à lui. Supposons cependant qu'il arrive à déterminer lequel est le plus productif et qu'il décide de l'embaucher, un autre problème se présentera alors : il se peut, une fois embauché, que l'employé soit un "tire-au-flanc" et finisse par adopter un faible niveau d'effort. Mettre fin à l'existence de ce type de comportement nécessiterait que l'employeur puisse contrôler le niveau d'effort de sa main-d'œuvre ; mais cette opération peut se révéler coûteuse.

Si l'employeur se heurte à ces deux écueils, c'est à cause de l'existence d'asymétries d'informations [...]. Une solution à ces difficultés est à trouver dans le concept de salaire d'efficience [...]. L'introduction d'une augmentation de salaire peut permettre à l'employeur d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre tout en réduisant les coûts liés à la rotation de celle-ci (coûts de licenciement, coûts de recherche d'une autre personne pour occuper le poste, etc.). Cette notion est importante, notamment parce qu'elle permet de comprendre en quoi le salaire peut être durablement au-dessus de son niveau d'équilibre, c'est-à-dire le niveau pour lequel on a une égalisation de l'offre et de la demande de travail et donc plein-emploi.

Source : Raphaël MARTIN, www.partageonsleco.com, 30 juin 2020.

DOCUMENT 3

Part des entreprises citant chaque barrière à l'embauche au deuxième trimestre 2019 (en %)

| | Industrie | Bâtiment | Services |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Compétence indisponible | 36 | 55 | 29 |
| Coûts liés à l'emploi | 15 | 32 | 15 |
| ▪ Coûts de recrutement | 5 | 11 | 4 |
| ▪ Cotisations sociales trop élevées | 11 | 23 | 11 |
| ▪ Niveau des salaires trop élevé | 6 | 12 | 5 |
| Réglementation | 11 | 19 | 8 |
| ▪ Coûts de licenciement | 5 | 11 | 4 |
| ▪ Risques juridiques associés au licenciement | 7 | 13 | 5 |
| ▪ Pérennité de la législation du travail | 6 | 10 | 4 |

Note : une même entreprise peut signaler plusieurs types de barrières à l'embauche.

Source : Note de conjoncture, INSEE, juin 2019.

| |
|-----------------------------------|
| ÉPREUVE COMPOSÉE – SUJET B |
|-----------------------------------|

Asie, 2022

Cette épreuve comprend deux parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre aux trois questions proposées en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (10 points)

Question 1 (4 points) : Montrez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance économique.

Question 2 (3 points) : Présentez deux inconvénients du libre-échange.

Question 3 (3 points) : À l'aide d'un exemple, vous montrerez comment les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 64-65)

**Deuxième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la mise en œuvre des politiques économiques conjoncturelles dans la zone euro rencontre des difficultés.

DOCUMENT 1

L'union économique et monétaire (UEM) souffre d'une faiblesse originelle : à l'unicité du pôle monétaire s'oppose la pluralité du pôle économique. Deux mesures ont tenté de doter la zone euro d'une sorte de gouvernance économique et d'une convergence renforcée : l'adoption en 1997 du Pacte de stabilité et de croissance (PSC)¹ ; et la création de l'Eurogroupe.

L'Eurogroupe n'est qu'une réunion informelle des ministres des finances de la zone euro, sans institutionnalisation jusqu'au traité de Lisbonne. Il permet d'améliorer la coordination des politiques économiques mais pas d'adopter une politique économique commune, encore moins unique. [...]

Le PSC, qui avait pour objectif de maintenir les règles de Maastricht en termes de finances publiques une fois l'UEM entrée en vigueur, s'est révélé inefficace et a maintes fois été violé par les États. En outre, la Commission européenne a suspendu le pacte de stabilité et de croissance en mars 2020 pour faire face à la crise provoquée par le Covid-19. [...]

La zone euro n'est pas dotée de ce dont disposent toutes les zones monétaires : un budget. Aux États-Unis, par exemple, l'hétérogénéité économique des États fédérés est compensée par l'existence d'un gouvernement qui fait face à la FED (banque centrale américaine) et d'un budget fédéral redistributif. Ceci n'est absolument pas le cas de l'UE et de la zone euro. La zone euro est dotée d'une monnaie et d'une politique monétaire pour 19 politiques économiques, 19 gouvernements et 19 budgets, ce qui la fragilise, indépendamment du contexte de crise. Le débat sur la nécessité d'installer un gouvernement économique occupe depuis plus de dix ans les cercles politiques et économiques en Europe. [...]

Le plan de relance pour faire face à la crise sanitaire due au Covid-19 [...] va cependant dans le sens d'un budget plus important, permettant une redistribution plus ambitieuse.

Source : www.vie-publique.fr, 2021.

1 : PSC : Pacte de stabilité et de croissance impose aux États de la zone euro d'avoir à terme des budgets proches de l'équilibre ou excédentaires.

DOCUMENT 2

Situation des pays de l'Union européenne au regard des critères de convergence¹ en 2020

| Pays | Solde des finances publiques (en % du PIB) | Dettes publiques (en % du PIB) | Inflation (IPCH²) (en %) | Taux d'intérêt à long terme (en %) |
|------------------|---|---------------------------------------|--|---|
| Allemagne | -4,2 | 69,8 | 0,4 | -0,51 |
| Danemark | -1,1 | 42,2 | 0,3 | -0,36 |
| Espagne | -11,0 | 120,0 | -0,3 | 0,38 |
| France | -9,2 | 115,7 | 0,5 | -0,15 |
| Grèce | -9,7 | 205,6 | -1,3 | 1,27 |
| Irlande | -5,0 | 59,5 | -0,5 | -0,06 |
| Italie | -9,5 | 155,8 | -0,1 | 1,17 |
| Pays-Bas | -4,3 | 54,5 | 1,1 | -0,38 |
| Portugal | -5,7 | 133,6 | -0,1 | 0,41 |

Sources : INSEE, Banque centrale européenne, Eurostat, 2021.

1 : Critères de convergence : critères que les États membres de l'Union européenne, candidats à l'adoption de la monnaie unique, ont dû ou doivent respecter pour adopter l'euro comme monnaie.

2 : IPCH : indice des prix à la consommation harmonisé.

DOCUMENT 3

En novembre 2016, au début du « semestre européen » destiné chaque année à coordonner les politiques économiques des États membres, la Commission européenne a préconisé une expansion budgétaire coordonnée de 0,5 % du PIB pour 2017. Cette recommandation s'adressait aux pays non contraints par le PSC¹ (ou par un programme d'ajustement), au premier rang desquels l'Allemagne qui a rapidement fait savoir son opposition à cette orientation. D'un point de vue strictement allemand, une expansion budgétaire n'avait rien de naturel en 2017, année de plein-emploi. Une légère expansion budgétaire était prévue (0,2 % du PIB en termes structurels), rien de plus. Pourquoi modifier sa politique budgétaire si le problème était ailleurs dans la zone euro ?

La politique budgétaire obéit à un processus institutionnel codifié : le budget est proposé par le gouvernement et voté par le parlement national. Pour insuffler une véritable coordination des politiques budgétaires, il faudrait que chaque parlement national prenne en compte les besoins de la zone euro dans son ensemble. Or les parlementaires d'un pays ne sont pas élus avec les voix de citoyens d'autres pays européens. Ils n'ont donc aucune raison de prendre leur point de vue en compte, sauf si la situation dans d'autres pays peut rétroagir sur la situation nationale (comme ce fut le cas avec la crise grecque). On le voit, la coordination des politiques budgétaires ne peut être que l'exception et non la règle. Les tentatives de faire coopérer les parlements nationaux avec le Parlement européen n'ont pas fondamentalement modifié la situation.

Source : Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ, « La zone euro en quête de coordination »,
Revue d'Économie Financière, 2017.

1 : PSC : le Pacte de Stabilité et de Croissance est un instrument qui impose aux États de la zone euro d'avoir à terme des budgets proches de l'équilibre ou excédentaires.

Épreuve composée

Autres centres étrangers, 2021

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - *Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.*

Partie 2 - *Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.*

Partie 3 - *Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :*

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Comment les marchés de quotas d'émission permettent-ils de faire face aux externalités négatives sur l'environnement ?

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 64-65)

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Répartition des exportations et importations françaises et allemandes de véhicules par gamme en % du total des exportations ou des importations de la filière, moyenne 2017-2019

| | Bas de gamme | Gamme moyenne | Haut de gamme |
|-------------------------|--------------|---------------|---------------|
| Exportations françaises | 29 | 48 | 22 |
| Importations françaises | 30 | 30 | 41 |
| Exportations allemandes | 8 | 27 | 65 |
| Importations allemandes | 21 | 45 | 34 |

Source : D'après *Les Profils Pays du CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales)*, 2022.

Note : l'ensemble ne fait pas toujours 100 en raison des arrondis.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez la répartition des exportations françaises et allemandes de véhicules. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous expliquerez les échanges de véhicules entre pays comparables. (4 points)

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 64-65)

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les individus s'engagent malgré le paradoxe de l'action collective.

DOCUMENT 1

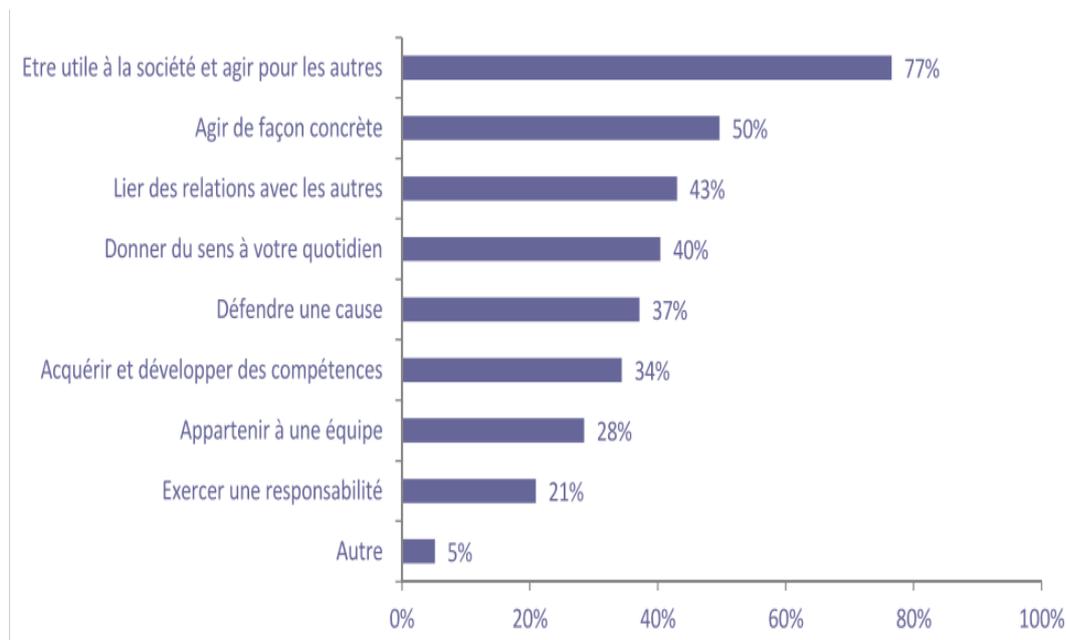
Comme je l'ai montré dans la logique de l'action collective, du moins aux États-Unis, il y a toujours, si on examine tous ces groupes, des trouvailles spéciales, que j'appelle "incitations sélectives", qui expliquent que les adhésions à toutes les grandes organisations vouées à l'action collective se maintiennent pendant un temps considérable. Les incitations sélectives sont des avantages ou des sanctions individualisés qui poussent les différentes firmes ou personnes à participer à l'action collective ou à la soutenir financièrement. Elles expliquent le fait que les biens collectifs ou les biens publics qui résultent de l'action collective ne sont pas une incitation suffisante pour que des individus rationnels s'engagent dans celle-ci. Dans de très petits groupes, il arrive qu'une action rationnelle délibérée soit entreprise pour obtenir des biens collectifs en l'absence de toute incitation sélective, mais ce n'est jamais vrai, à long terme du moins, dans les grands groupes.

Source : Mancur OLSON, « Pour une façon d'aborder la politique des Pouvoirs Publics qui transcende des idéologies dépassées », *Politiques et Management Public*, 1987.

DOCUMENT 2

« Quelles sont les raisons de votre engagement bénévole dans cette association ? »

(Plusieurs réponses possibles)



Champ : enquête nationale réalisée par l'IFOP auprès de 3 156 Français bénévoles dans une association en 2016.

Source : « La France bénévole », *Recherches et Solidarités*, 2017.

DOCUMENT 3

En fonction de la culture politique et de l'état des droits, des orientations des gouvernants et des dispositifs de concertation, la tolérance et la prise en compte des activités protestataires varieront considérablement. Manifester expose à plus de risques au Caire qu'à Oslo. [...]

Le second élément [...] tient au degré de stabilité des alliances politiques. Plus les majorités politiques sont simples et stables, plus les rapports de force politiques sont figés, et moins les mouvements sociaux peuvent espérer tirer profit des jeux partisans pour se faire entendre. [...]

Une troisième variable concerne la question de la division des élites et de forces relais à des positions stratégiques. [...] Certaines revendications ou mobilisations peinent à trouver des relais, comme l'illustre en 2019 la défiance d'une majorité des formations politiques, mais aussi des éditorialistes et des juristes ayant accès aux médias, devant la demande d'introduction dans la Constitution d'un référendum d'initiative populaire. Un ultime critère renvoie enfin à la capacité des institutions à développer des politiques publiques. La structure institutionnelle la plus ouverte aux mobilisations, la bienveillance de tel groupe influent sont de peu de secours quand les ressources pratiques pour traduire une sympathie en actes font défaut. Quand un ministère n'a pas ou guère de personnels et de services (Droit des femmes, Environnement) son action ne peut être que faible.

Source : Érik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, 2019.

| |
|-----------------------------------|
| ÉPREUVE COMPOSÉE – SUJET A |
|-----------------------------------|

Amérique du Sud, 2022

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - *Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.*

Partie 2 - *Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.*

Partie 3 - *Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :*

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

À l'aide de deux arguments, montrez que le travail est source d'intégration sociale.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 64-65)

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Exemples de pratiques culturelles au cours des 12 derniers 2018 (en %)

Proportion de personnes qui...

| | ... ont visité un musée ou une exposition | ... ont lu 20 livres et plus (hors bandes dessinées) | ... jouent à des jeux vidéo tous les jours ou presque |
|-----------------------------------|---|--|---|
| 15-24 ans | 33 | 11 | 27 |
| 25-39 ans | 29 | 10 | 19 |
| 40-59 ans | 32 | 14 | 13 |
| 60 ans et + | 24 | 20 | g |
| Hommes | 27 | 10 | 16 |
| Femmes | 30 | 19 | 14 |
| Aucun diplôme ou CEP ¹ | g | 8 | 12 |
| Brevet ou CAP ² | 19 | 10 | 17 |
| Bac ou équivalent | 30 | 15 | 18 |
| Cadres | 62 | 24 | 13 |
| Employés et ouvriers | 18 | 8 | 19 |
| Commune rurale | 22 | 14 | 15 |
| De 20 000 à 100 000 habitants | 27 | 14 | 17 |
| Paris intramuros ³ | 63 | 31 | 12 |
| Ensemble | 29 | 15 | 15 |

Source : Ministère de la Culture, 2020.

Champ : population âgée de 15 ans et plus

1 : Certificat d'études primaires.

2 : Certificat d'aptitude professionnelle.

3 : Ville de Paris uniquement.

Questions :

1. À l'aide des données du document, comparez les pratiques culturelles des cadres à celles des employés et des ouvriers en 2018. (2 points)
2. À l'aide du document et de vos connaissances, présentez trois facteurs de structuration de l'espace social. (4 points)

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 64-65)

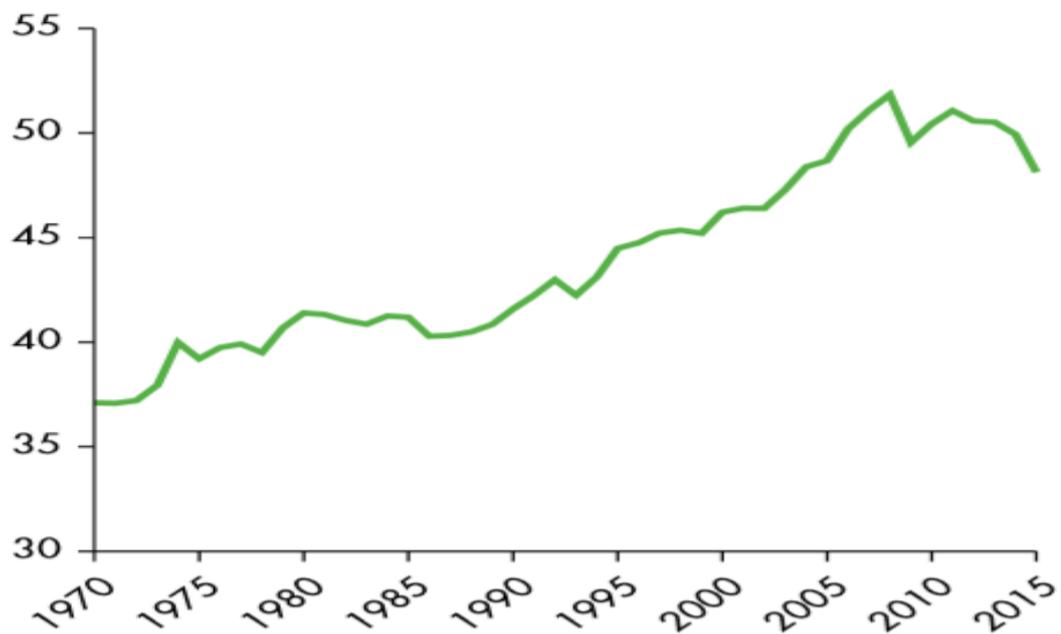
**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la chaîne de valeur s'est internationalisée.

DOCUMENT 1

**Parts des chaînes de valeur mondiales dans les échanges internationaux
(en %)**



Source : « Rapport sur le développement dans le monde 2020 : Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur », *Banque Mondiale*, 2020.

Lecture : en 2015, environ 48% de la valeur des produits exportés dans le monde provient de produits importés.

DOCUMENT 2

L'augmentation des chaînes de valeur mondiales est le résultat de décisions prises par des entreprises, dont beaucoup sont des multinationales. Le commerce international « intra-entreprises » est très lié aux chaînes de valeur [...]. La croissance et les gains de productivité découlent d'un meilleur accès à une plus grande variété d'intrants intermédiaires de meilleure qualité ou moins coûteux, pour les entreprises domestiques, exportatrices ou non [...].

Le cas du Vietnam est particulièrement emblématique de cette stratégie de développement accéléré par insertion dans les chaînes de valeur mondiales : grâce à une politique d'ouverture commerciale (adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce en 2007. Négociations d'accords de libre-échange) et d'accueil d'investissements directs étrangers, attirés par une main d'œuvre abondante et bon marché, ce pays dispose aujourd'hui d'un avantage comparatif dans le secteur des télécommunications, le géant Samsung y ayant transféré une grande partie de ses activités d'assemblage de smartphones [...].

Les choix de localisation des différents segments de la chaîne de valeur par les entreprises reposent en effet sur une logique de division du travail et d'exploitation de différences d'avantages comparatifs entre pays ou régions. Mais ces avantages comparatifs ne se limitent pas à des gains dans l'utilisation ou la disponibilité de facteurs de production (faibles coûts de main d'œuvre, travail qualifié, capacités technologiques...) Les entreprises optimisent leur répartition géographique en fonction des bénéfices attendus. La qualité des infrastructures, la fiscalité des entreprises ou l'accès à des marchés en croissance sont des facteurs qui entrent en compte dans les choix d'implantation. La stabilité politique joue aussi un rôle important dans la définition de l'attractivité d'un lieu de production, car l'incertitude réduit les bénéfices attendus.

Source : « La mondialisation des chaînes de valeur : entretien avec Ariell RESHEF et Gianluca SANTONI », SES-ENS, 2020.

DOCUMENT 3

Prenez des cabosses¹ de cacao de Côte d'Ivoire, du Ghana et du Nigeria, des noisettes de Turquie et du Piémont ; broyez le tout et mélangez-le à l'huile de palme de Malaisie ou de Papouasie-Nouvelle-Guinée ; ajoutez-y du sucre français, du lait de Belgique et de France, un peu de lécithine de soja, quelques arômes et vous obtiendrez la pâte à tartiner Nutella, dont un tiers de la production est assurée par l'usine de Villers-Ecalles, en Normandie. Prenez un fuselage provenant en partie d'Italie, du Japon et des États-Unis ; collez-y des ailes fabriquées au Japon, en Corée et en Australie, des roues et des moteurs de Grande-Bretagne ; posez des portes d'entrée voyageurs françaises et des portes de soutes à bagages suédoises ; vous vous approcherez du Boeing 787 Dreamliner. Au total, Boeing a recours à plus de 28000 fournisseurs employant plus de 1,2 million de personnes. Maintenant, prenez un écran tactile en provenance du Japon, tout comme la mémoire flash, les transistors et la batterie, ajoutez-y une mémoire DRAM² coréenne, des bandes de base et des émetteurs-receveurs allemands, un logiciel conçu en Grande-Bretagne, assemblez le tout en Chine et vous aurez un iPhone [...].

La globalisation et l'essor des pays émergents font que le processus de fabrication d'un produit mobilise bien souvent une chaîne de valeur mondiale.

Source : Richard HIAULT, « Ces produits qui bouleversent le commerce mondial », Les Échos, janvier 2013.

1 : Fruit du cacaoyer contenant les fèves de cacao.

2 : Mémoire de stockage informatique.